

**CONSULTATION RELATIVE AUX PRINCIPES D'ACHEMINEMENT DU GAZ POUR LES  
CENTRALES ELECTRIQUES RACCORDEES AUX RESEAUX DE TRANSPORT DE GAZ  
NATUREL**

**Question N° 1**

**Pensez-vous que l'analyse technique de GRTgaz est suffisante pour justifier un changement des règles d'acheminement et d'équilibrage ? Si non, quels éléments complémentaires vous paraissent nécessaires ?**

Total Gas & Power Limited (TGP) estime que l'analyse de GRTgaz identifie bien les problèmes liés à l'acheminement du gaz et à l'équilibrage du réseau, mais n'apporte pas de réponse au problème de couverture par les tarifs d'acheminement des coûts supplémentaires induits par la pointe des centrales à cycle combiné à gaz (CCCG).

De plus, GRTgaz se limite à une étude du besoin lié au programme d'appel de la CCCG sans prendre en compte les modifications de ce programme prévisionnel en temps réel. Ce dernier point étant particulièrement impactant dans certaines zones qu'il nous semble essentiel d'effectuer l'analyse technique au cas par cas, en fonction, notamment, de la position de la CCCG sur le réseau.

**Question N° 2**

**Pensez-vous qu'il est souhaitable de maintenir un équilibrage journalier sur les réseaux de transport de gaz naturel ?**

Il n'est pas seulement souhaitable mais également indispensable de maintenir un équilibre journalier. Le passage d'un équilibrage journalier à un équilibrage horaire constituerait toutefois un frein à la liquidité du marché et donc un retour en arrière s'agissant de l'ouverture de ce dernier. Il aurait en effet pour conséquence de pénaliser les nouveaux entrants à petite structure en induisant un surcoût important.

**Question N°3**

**Pensez-vous que les producteurs d'électricité doivent être soumis à l'obligation de fournir au GRT, la veille pour le lendemain, leur programme horaire de consommation de gaz naturel ?**

TGP estime que cette obligation est indispensable ; les producteurs d'électricité fournissent déjà la veille pour le lendemain un programme équivalent pour l'électricité à RTE et ont donc déjà l'obligation de prévoir leur consommation de gaz.

**Question N°4**

**Quelle est votre analyse de la proposition de GRTgaz de mettre en place une obligation d'équilibrage horaire pour les centrales de production d'électricité, voire plus généralement, pour les gros consommateurs fortement modulés ?**

La proposition de GRTgaz met bien en exergue le problème technique, en particulier le fait que la flexibilité nécessaire à la couverture de cet équilibrage n'existe pas à ce jour sur le marché français. Les expéditeurs ne pourront pas fournir eux-mêmes la flexibilité nécessaire. Des flexibilités sous forme de stockage devront donc être contractées et acquittées directement par les CCCG

Les programmes de production d'électricité sont ajustés en temps réel que ce soit par les opérateurs des CCCG ou pour des contraintes de RTE. Le déséquilibre systématique et opératoire induit en temps réel dans la consommation horaire de gaz ne peut être transmis aux expéditeurs qui n'ont aucun moyen de le gérer, à la différence des gestionnaires des réseaux de transport. Pour cela, une collaboration étroite doit être logiquement développée entre RTE et les GRT.

**Question N°5**

**Quelle est votre analyse du modèle « *fourniture de la flexibilité intra-journalière par les GRT, dans le cadre de l'offre d'acheminement régulée* » décrit au paragraphe 4.4.2 de la note de consultation ? Pensez-vous que l'offre correspondante, si elle s'avérait payante, devrait être optionnelle ?**

Nous pensons que de nouveaux tarifs d'utilisation des réseaux doivent être développés pour les CCCG et s'appliquer à tous les expéditeurs de la même manière.

**Question N°6**

**Quel que soit le modèle retenu, êtes-vous favorable à ce que des différences de traitement soient prévues en fonction de l'emplacement géographique des centrales électriques, ou en fonction de l'avancement des projets ? Si oui, lesquelles et suivant quels critères ?**

TGP considère que le nombre limité de CCCG nécessite une prise en compte au cas par cas de l'impact de chacune d'entre elles sur l'équilibrage du réseau en fonction de sa situation géographique. Par contre, l'état d'avancement de ces CCCG, qu'elles soient déjà en exploitation ou à l'état de projet, ne doit pas être un critère justifiant une différence de traitement.

**Question N°7**

**Dans l'hypothèse où des obligations d'équilibrage horaire seraient introduites, pensez vous qu'elles devraient s'appliquer seulement aux expéditeurs pour l'alimentation des centrales électriques, aux expéditeurs pour l'alimentation de tous les plus gros consommateurs en fonction de seuils à définir, ou à tous les expéditeurs sur l'ensemble de leur clientèle ?**

TGP rappelle à titre liminaire qu'il n'est pas favorable à l'introduction d'une obligation d'équilibrage horaire (voir notre réponse à la question n°2 ci-dessus).

Si cette obligation devait toutefois être introduite, elle ne devrait s'appliquer qu'aux expéditeurs pour l'alimentation des CCCG.

**Question N°8**

**Que pensez-vous des suites de la consultation publique et de la poursuite des travaux du groupe de concertation envisagées au paragraphe 4.5 du document de consultation ?**

Elle nous semble bienvenue.

**Question No9**

**Avez-vous d'autres remarques ou propositions ?**

Non.